

# Le Cyberforum est malade

**Le Ministère des Affaires Économiques et du Développement (MAED) et le Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion ont, dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG), organisé le 03 Mars dernier un atelier destiné à la validation d'un Plan d'Action pour l'autonomisation du Cyberforum de la société civile.**

Ce Plan d'Action qui procède par un diagnostic approfondi du Cyber, 4 ans après sa création, décrit une situation chaotique de la structure. Ce qui a valu à l'expert international tunisien, coauteur du document avec un mauritanien, à l'instar du PNUD et du CDHLCPI, des critiques parfois acerbes de la part des dirigeants du cyberforum. Ces derniers ont vu dans le recrutement de l'expert international par le gouvernement mauritanien et de ses partenaires et surtout dans la proposition parue dans le document de désigner un comité intérimaire pour la supervision de la prochaine assemblée générale, une manière, "peu démocratique" de les destituer et par conséquent une volonté d'enterrer leur structure.

## Enterrement

A s'y méprendre on a, au cours de cet atelier, l'impression d'assister à un enterrement où le grand absent fut le défunt. Ce n'est pas que les organisations de la société civile ne soient pas invitées, encore moins que les bailleurs de fonds (gouvernement et ses partenaires) ne se soient investis à fond dans son organisation; mais c'est surtout par le fait que le thème de l'atelier (consistant au départ à débattre du plan d'Action pour l'autonomisation du Cyber de la société civile tel que présenté par l'expert) a été vidé de son contenu. Alors que les responsables du PNUD, du CDHLCPI et du MAED entendaient entériner le document ou tout au moins en faire le support principal de débats, les responsables du Cyber criaient à l'usurpation de la légitimité d'entreprendre ce genre d'initiatives par justement leurs partenaires, notamment le PNUD et le CDHLCPI. Pour le coordinateur du Cyber, "tous les maux de la structure lui proviennent du PNUD, qui a saboté l'action de la structure". Une hypothèse défendue par un autre responsable de la structure, qui souligne que "le PNUD a ses parte-

naires privilégiés au sein des organisations de la société civile avec lesquelles certains de ses responsables négocient des marchés dans des buts inavouables sur le dos du Cyber". Une heure avant l'ouverture des débats, l'atmosphère était déjà explosive entre les commanditaires de l'expertise et les associations membres du Cyber. Selon ces derniers, les problèmes internes à la société civile mauritanienne et les modalités pour lui venir en aide ne peuvent être décelées que par les Mauritanien eux-mêmes et non par un document "expéditif élaboré par des experts qui ignorent tout de la réalité du pays et de surcroît qui n'ont pas daigné associer les membres de la société civile (objet de leur étude) à l'élaboration de leur document". Des accusations que leurs auteurs justifient par le fait "simple" que l'expert tunisien propose un délai d'une semaine pour la tenue d'une assemblée générale du Cyber, en vue du renouvellement de ses structures dirigeantes. Un délai impossible quand on sait que quatre ans après sa désignation, le Comité de Gestion (qui devrait être renouvelé après six mois d'exercice) n'a pas pu siéger faute, disent ses dirigeants de n'avoir obtenu l'aide financière et matérielle qui devait venir de leurs partenaires. Pour les responsables du Cyber, il n'est absolument pas question d'adopter dans le document quelque chose qui soit en contradiction avec les textes fondateurs du Cyber. Ils rejettent surtout l'idée d'un comité intérimaire en charge d'organiser une assemblée générale. L'acceptation d'un tel organe signifierait selon eux, "une reconnaissance de la mort de la structure mère". Une option qui leur fera perdre le contrôle de la structure, dont le choix des dirigeants avait conduit, il y a 4 ans à d'interminables conciliabules entre les différents prétendants tant ils étaient nombreux et leurs divergences importantes. L'enjeu est énorme car tout le monde dans le milieu lorgne du côté des bailleurs de fonds. Les caisses de la structure étant, selon le document du tunisien, aux rouges et le personnel à "disparu" à commencer par le coordinateur. La société civile, celle qui s'active dans le Cyberforum, est déliquescence, à l'image de celui qui devait être son support. Et seule une remise en cause totale du Cyber telle que proposée par l'expert tunisien pourrait sortir la société civile de ses carcans où l'ont entraîné les opportunistes de tous bords, qui font de cette mission un fond de commerce...et de leur propre croissance.